



Une impression de flou domine, deux semaines après la rentrée scolaire

Plus de deux semaines après la rentrée, des incohérences sont pointées çà et là par les enseignants et les syndicats. Les procédures en cas de suspicion ou de contamination avérée au Covid ne sont pas toujours limpides. Les personnels ne se sentent pas assez protégés ni en sécurité. Jamais une rentrée n'a été aussi désirée et crainte à la fois. Les parents étaient heureux de voir leur progéniture regagner les bancs de l'école après un huis clos parfois éprouvant et des vacances scolaires au parfum étrange. Durant les deux mois et demi de confinement, la classe à la maison, en parallèle du télétravail parfois, n'a pas été une sinécure.

Ce qui n'a pas contribué à toujours fluidifier les relations parents-enfants, comme nous l'avaient raconté les concernés. Mais dans les faits, quinze jours après le retour en classe, la situation apparaît comme bouleversée et tout le monde vit au rythme des inquiétudes. Le protocole a été allégé, parfois trop, jugent certains acteurs de la communauté éducative.

Deux pères portant un masque sur le visage accompagnent leur enfant dans la cour de l'école à Valence, le 1er septembre. © Nicolas Guyonnet / Hans Lucas / Hans Lucas via AFP

Depuis la rentrée, 524 classes ont été fermées et 32 établissements entiers, selon le dernier décompte du 10 septembre, qui doit avoir fortement évolué depuis. Les chiffres seront actualisés une fois par semaine.

Mais les établissements scolaires font face à une interrogation tenace. Comment composer avec le virus et ses tracasseries quotidiens? La saison des rhumes arrive à grands pas et il va falloir gérer les nez qui coulent et les petites toux en lien ou non avec le Covid-19. D'autant que la prise de parole de Jean Castex, le 11 septembre, après le conseil de défense censé proposer des mesures pour endiguer la circulation du virus, n'a pas durci le protocole ni même évoqué l'école tout court.

Un peu partout des problèmes divers se posent. Des parents et associations de parents d'élèves dénoncent dans des communiqués des classes surchargées et l'impossibilité, par exemple aux enseignants, de faire laver leurs mains régulièrement aux enfants, surtout quand les points d'eau manquent, comme dans un quart des écoles. Les gestes barrières et les règles de distanciation sont mises à mal par le manque de moyens.

C'est ce que racontent les associations de parents d'élèves de l'école maternelle Élisabeth-Lesourd de Fontenay-sous-Bois, avec des classes entre 29 et 31 petits. Ils réclament aussi dans une pétition l'annulation de la fermeture annoncée d'une classe.

En Seine-Saint-Denis, une trentaine d'enseignants et de personnels du lycée Paul-Eluard de Saint-Denis ont exercé, jeudi 10 et vendredi 11 septembre, leur droit de retrait, «la mort dans l'âme». Un communiqué de Sud Éducation 93 détaille leurs récriminations.

Les enseignants et personnels dénoncent «les conditions sanitaires dangereuses et la démission des institutions qui nous abandonnent, ainsi que les élèves, leur famille». «Cette irresponsabilité nous expose à des contaminations au SARS-CoV-2», craignent-ils. Aucun renfort pour la désinfection du lycée n'a été débloqué par la région, alors que le protocole réclame au moins un doublement des postes pour s'acquitter de cette tâche. Il n'y aurait plus d'infirmière scolaire, pas assez de gel hydroalcoolique et des masques non distribués par l'établissement aux personnels.

Ils expliquent que plusieurs élèves ont été dépistés positifs. Dans les classes, leurs camarades n'ont pas été mis en quatorzaine. «Les familles et personnels doivent donc se débrouiller seuls, dans un contexte de saturation de ces services, et alors même que le territoire est marqué par des inégalités en santé parfaitement documentées», écrivent encore les personnels, qui dénoncent le fait que l'ARS n'aurait pris aucune mesure.

Le Monde explique que l'ARS d'Île-de-France infirme ces accusations de laxisme et indique que «les quatre cas confirmés, parce que le port du masque a bien été respecté par tous [il est obligatoire dès le collège – ndlr], il n'y a pas eu de contacts à risque identifiés, donc pas d'autres



mises à l'isolement».

Le gouvernement continue de miser sur son triptyque de «tester, tracer, isoler» au niveau local. Mais, dans les faits, les procédures ne sont pas toujours très limpides.

Lucien Marboeuf, enseignant, en a fait les frais. Il s'est fendu d'un récit en deux parties (à lire ici et là) après que sa classe a fermé à la suite d'un élève positif au Covid-19. Il raconte le moment de flottement entre le diagnostic et la prise de décision d'isolement. Mais il se sent chanceux par rapport à d'autres enseignants qui ont dû attendre trois ou quatre jours.

«De mon côté, j'attends toujours la décision de fermeture pour ma classe, cela fait plus de 24 heures maintenant que l'ARS est en possession du test positif de Moussa. J'espère que la décision se fera rapidement : Moussa était positif mardi matin lorsqu'il était avec nous, et nous sommes vendredi. Si d'autres élèves ont été contaminés, ils jouent depuis trois jours avec leurs copains dans la cour, mangent avec eux à la cantine, ont peut-être croisé leurs grands-parents, etc. Quant à moi, j'ai beau mettre un masque, je suis avec eux toute la journée et eux n'en ont pas, et puis je fréquente les autres adultes de l'école, notamment dans la salle des maîtres quand nous mangeons tous, sans masque, forcément.»

Sans compter la difficulté de se faire tester, les laboratoires étant submergés par la demande.

Le ministère s'est efforcé de communiquer des fiches synthétiques indiquant la marche à suivre en cas de suspicion ou de contamination au Covid-19 chez les adultes ou les enfants. Celles-ci ont été publiées le vendredi soir, quatre jours seulement avant la rentrée. La procédure consiste pour le chef d'établissement à en référer au rectorat, qui alertera l'ARS. Celle-ci décidera des personnes à isoler, à contacter, voire la fermeture d'une classe ou de l'école.

Mais, dans les faits, un certain flottement se fait sentir. Les chefs d'établissement se disent déjà épuisés par des consignes pas simples «à interpréter» (que l'AEF, l'Agence éducation et formation, s'est efforcée d'éclaircir dans cette infographie), comme le raconte Philippe Vincent, secrétaire général du Syndicat national des personnels de direction de l'Éducation nationale (SNPDEN) à Ouest-France.

Surtout que la crise risque de durer. Il raconte lui-même avoir eu un cas de Covid avéré dans son établissement. «J'ai appelé le numéro unique mis en place par les autorités. On n'a jamais réussi à les joindre...»

Après réflexion et étude du cas en question, Philippe Vincent a décidé de ne pas fermer de classe. «Si l'ARS me dit, demain, de faire le contraire, je changerai mon fusil d'épaule.»

Le SNPDEN s'est déjà par ailleurs interrogé, comme le raconte le site spécialisé, le Café pédagogique, sur la notion de «cas contact» et sur les disparités procédurales d'une région à l'autre.

Autre motif de circonspection, les masques aux normes Afnor fournis par l'Éducation nationale aux enseignants du primaire ne sont pas assez efficaces, a dénoncé le 10 septembre le SNUIPP-FSU, le premier syndicat du primaire. Il demande «des masques chirurgicaux dans les écoles pour protéger élèves et personnels». De son côté, le Sgen-CFDT a formulé la même requête auprès du ministère de l'éducation nationale.

Ainsi, selon l'ARS de Bretagne, indique le SNUIPP-FSU, le port des masques en tissu par les enseignants est «une protection insuffisante envers les enfants» et les enseignants

«seront donc considérés comme “contacts à risque” si un enfant de leur classe est testé positif au Covid-19. De même l'ensemble des enfants d'une classe sera considéré comme contact à risque si un personnel est testé positif». L'enseignant Lucien Marboeuf, dans son second billet de blog, rapporte que le médecin scolaire lui a conseillé d'utiliser les masques chirurgicaux.

Selon les informations de Franceinfo, une autre agence régionale au moins applique cette démarche de quarantaine systématique pour les enseignants du primaire lorsqu'un enfant est déclaré positif. «Cette décision s'appuie sur les recommandations de Santé publique France qui précise que pour ne pas être un contact à risque, il faut soit porter un masque chirurgical ou bien que tout le monde porte un masque grand public, or en primaire, les enfants ne sont pas

masqués», peut-on lire.

Et ce même si le ministère assure que ses masques en tissu sont fiables. Des syndicats réclament également des masques FFP2 pour les enseignants vulnérables.

Ce manque de protection inquiète le syndicat car elle «entraînera automatiquement la fermeture de la classe, et bien souvent également de l'école, car les conditions actuelles ne permettent pas un non-brassage, et contribuera à la propagation de l'épidémie dans la société», écrit encore le SNUIPP-FSU.

De son côté le Snes-FSU s'indigne et pointe la légèreté du gouvernement. «Nous payons le prix de l'impréparation. Les mesures prises dans l'éducation sont plus légères que celles imposées aux entreprises ou lieux accueillant du public, alors que des millions d'élèves fréquentent nos établissements.»

À compter du 14 septembre, les enseignants doivent faire passer les évaluations nationales de CP, CE1, sixième et seconde à leurs élèves. Elles sont contestées par des enseignants, nous raconte 20 Minutes. «On ne peut pas assommer les élèves avec des évaluations stressantes et inadaptées», expliquait fin août Guislaine David, co-secrétaire générale et porte-parole du SNUIPP-FSU, lors de sa conférence de presse de rentrée. Surtout après des mois si particuliers.

Les enseignants, déjà fort sollicités au printemps, vont devoir faire montre d'adaptation. Il leur faudra basculer si besoin en distanciel à mesure que les contaminations grimpent. Signe de la dégradation de la situation, le site du Cned pour la classe à la maison a été réactivé.

Dans son rapport annuel, Regards sur l'éducation, l'OCDE a travaillé sur les conséquences de l'épidémie sur le système éducatif.

Le directeur général de l'OCDE, Angel Gurría, et l'analyste éducation de l'institution, Éric Charbonnier, ont expliqué lors d'une conférence de presse le 8 septembre que les enseignants français se sont révélés dans la crise: «En France, par exemple, ils ont développé des nouvelles façons d'enseigner à distance, sans y avoir été préparés. C'est une réussite. Cette crise a aussi vu des bonnes pratiques se construire entre les enseignants et les chefs d'établissement. Il va falloir maintenant se servir de ces expériences pour les mettre en application dans la durée», a dit Éric Charbonnier. Nul doute que cela sera utile les prochains mois.